

Ségolène Royal : PS new-look

vendredi 8 décembre 2006, par [TREPÈRE Galia](#) (Date de rédaction antérieure : 7 décembre 2006).

La désignation de Ségolène Royal comme candidate du Parti socialiste à la présidentielle de 2007 marque-t-elle une rupture dans l'histoire de ce parti ? Voici un point de vue, selon lequel cette nomination s'inscrit dans la continuité de l'adhésion du Parti socialiste au libéralisme.

Sommaire

- [Mutation du PS](#)
- [Populisme de gauche](#)

« En dépit de tout, des vidéos malignes et des sifflets assassins, de ses gaffes et de ses hésitations, la dame en blanc a eu raison des éléphants », commentait l'éditorialiste du *Figaro*, au lendemain de l'élection de Ségolène Royal, face à Strauss-Kahn et Fabius, par plus de 60 % des militants du PS. C'est de cette image - une femme, en rupture avec les notabilités du parti - que Ségolène Royal tire l'essentiel de sa popularité. Le 23 novembre, lors de son adoubement par le parti, elle décline l'invitation de François Hollande à le rejoindre sur scène. Elle ira, mais seule. Le refus vaut tant pour le dirigeant du Parti socialiste que pour le compagnon, mais il procède d'une répartition des rôles : lui, c'est le parti ; elle, c'est la candidate à la présidentielle qui tient à garder son indépendance vis-à-vis du parti, c'est aussi la femme indépendante.

S'il y a quelque chose de réjouissant à voir les caciques du PS et leur prétendue supériorité masculine mises en échec par une femme, Ségolène Royal sait tout le parti qu'elle peut tirer de cette image, qu'elle a peaufinée au goût du marketing publicitaire du jour. Elle combine la rupture avec les dirigeants du PS discrédités, tout en assumant la continuité de l'évolution de ce dernier.

Mutation du PS

Si elle tient à marquer ses distances avec le Parti socialiste, c'est bien grâce à toute la force de l'appareil du PS, en particulier des vingt présidences de région qu'il détient, qu'elle va mener campagne, à commencer par ces forums régionaux, qui seront les lieux de sa fameuse « *démocratie participative* », de sa consultation du « *peuple* ». Le projet du parti pour 2007, ce n'est « *pas le petit livre rouge* », se plaît-elle à répéter. « *Les Français sont prêts aux réformes* » ; « *Je veux incarner le changement et le construire* » ; « *La France doit donner à chacun les moyens de prendre son existence en main.* » Le credo de Royal est en phase avec une « *modernité* », une prise en compte de « *l'individu* » qui n'est que le masque de la politique du Medef pour mener l'offensive contre tout ce qui peut rester de garanties collectives, dans le droit du travail, à travers les services publics.

Mais il n'y a pas, d'un côté, Ségolène Royal, de l'autre Fabius ou Strauss-Kahn. Ces deux derniers, qui ont été ministres de l'Économie, ont été les promoteurs de l'épargne salariale ou de la baisse du taux de l'impôt sur le revenu pour les plus hautes tranches sous le gouvernement Jospin. Il y a cinq ans, l'« *antilibéral* » Fabius était considéré, dans le PS, comme le symbole même du social-libéralisme. Et, depuis longtemps déjà, à l'époque du ministère Chevènement, le PS avait abandonné

tout « *angélisme* », comme il le disait lui-même, en rejetant l'explication par des causes sociales de la délinquance des jeunes. C'est alors que Julien Dray s'était fait le promoteur de la « *tolérance zéro* », qu'il avait été chercher auprès du maire de New York, Rudolph Giuliani. Sans parler des lois Chevènement sur l'immigration, dans la continuité de celles de Pasqua et de Debré.

De fait, c'est Mitterrand qui a été le premier maître d'œuvre, en France, de l'offensive libérale de la bourgeoisie, par sa politique d'attaques contre la classe ouvrière, puis initiateur, en 1990, de la libre circulation des capitaux. « Mitterrand ou l'âge d'or de la Bourse », titrait *La Tribune*, à l'occasion du dixième anniversaire de sa mort, en janvier 2006. Lors de l'adoubement de Ségolène Royal par le congrès du parti, le 26 novembre dernier, cette continuité était assurée par Mauroy, qui présidait la cérémonie.

Populisme de gauche

La continuité, c'est l'engagement du Parti socialiste pour la défense des intérêts de la bourgeoisie, sa volonté d'accéder au pouvoir pour y gérer ses affaires. Et c'est au gré de l'évolution de la bourgeoisie elle-même que le PS a évolué et s'est social-libéralisé, comme l'ont fait tous les partis sociaux-démocrates en Europe. À l'heure de la mondialisation financière, de l'exacerbation de la concurrence qui en résulte, il n'y a pas d'autre politique possible, pour des partis qui postulent au pouvoir dans le cadre des institutions et du système capitaliste.

Ségolène Royal joue, comme de son côté Sarkozy, la rupture avec la tradition de son parti, mais elle ne fait qu'en exprimer, avec plus de franchise, l'évolution de ces dernières années. La nouveauté, c'est qu'elle assume publiquement, et au cours même de la campagne électorale, cette réalité politique. De là son populisme, pendant à gauche de celui de Sarkozy. « *Si vous faites bien ce que je vous propose, déclare Ségolène Royal aux militants, et si vous me faites bien remonter ce que vous entendez des Français, de leur intelligence collective, pour que je puisse réajuster les choses en temps réel, alors, si vous faites bien tout cela, oui, je vous mènerai à la victoire.* »

Encadrement militaire pour les jeunes à redresser, allongement du temps de présence des professeurs dans leur établissement, flexisécurité pour un nouveau type de contrat de travail, immigration décentralisée... Ségolène Royal ne prétend qu'être la chambre d'écho de ce que veut le « peuple », lorsqu'elle distille ces idées réactionnaires auxquelles, comme d'autres, elle voudrait façonner l'opinion. Royal prône le « *changement* » comme Sarkozy la « *rupture* ». Ils tiennent tous deux à se démarquer de partis en qui la population n'a plus aucune confiance, accordant plus volontiers ses suffrages, du moins si on en croit les sondages, au « parler vrai », au pragmatisme, à l'efficacité, même s'ils servent à prôner des solutions réactionnaires au nom du « bon sens », qu'à des discours convenus, de promesses toujours reniées par la suite.

Le succès de Ségolène Royal n'est pas tant le sien propre qu'une expression du rejet de la droite et de Sarkozy, bien sûr, mais aussi de l'ancien Parti socialiste, discrédité. Parce qu'elle n'a jamais fait partie de la direction proprement dite du parti, ni d'un de ses courants, parce qu'elle n'a pas été en charge, non plus, d'un des grands ministères par lesquels ils sont passés, elle était la mieux placée face à Strauss-Kahn et à Fabius.

Alors, on comprend tous ceux qui envisagent de se servir du vote en faveur de Ségolène Royal pour rabattre le caquet de Sarkozy et de la droite, comme le montrent les sondages. Bien souvent, les travailleurs ne voient que cette solution, dans le prisme déformé du jeu institutionnel et de la logique électorale. Mais cela sans illusion et, encore moins, confiance. Les esprits sont ouverts aux idées de ceux qui veulent préparer l'avenir et les luttes qu'il y aura à mener, quel que soit le gouvernement, en contribuant à construire une force politique, militante, ouvrière, qui offre des

perspectives pour changer le rapport de force là où celui-ci se décide, dans un combat de classe.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2184 du 7 décembre 2006.